

**Unité départementale de la Marne**  
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00  
Parc technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 REIMS

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VIVESCIA**

2 rue Clément Ader  
51100 Reims

Références : D1 2023 518  
Code AIOT : 0005701605

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement VIVESCIA implanté RUE DES CHALETs 51490 Bétheniville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- RUE DES CHALETs 51490 Bétheniville
- Code AIOT : 0005701605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo de Bétheniville relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160 et du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2175. Il a une capacité de stockage de 25027 m3 de céréales et 800 m3 d'engrais liquide.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Propreté, empoussièrement, moyens incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 1	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
4	Thermométrie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
5	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
6	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action collective ayant pour thématique la propreté et l'empoussièrement en période de moisson. Le jour de la visite, les céréales stockées représentaient à peine 50% de la capacité du silo. La visite a permis de constater que le silo était globalement propre, à l'exception de quelques emplacements où un peu de blé était tombé du fait de la manipulation de certains équipements comme le nettoyeur. Des actions de nettoyage sont régulièrement menées. Pour répondre au besoin en eau en cas d'incendie, l'exploitant a conclu un accord avec l'entreprise voisine qui dispose d'une réserve à proximité du site. Cette réserve n'est pas représentée sur le plan représentant les moyens de lutte contre l'incendie, ce dernier devra faire l'objet d'une mise à jour.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent arrêté est applicable aux silos de céréales, de grains, de produits alimentaires et de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables soumis à autorisation de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées Au sens du présent arrêté, le terme « silo » désigne l'ensemble : - des capacités de stockage type vrac quelle que soit leur conception ; - des tours de manutention ; - des fosses de réception, des galeries de manutention, des dispositifs de transport (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) et de distribution des produits (en galerie ou en fosse), des équipements auxiliaires (épierreurs, tarares, dépoussiéreurs, tamiseurs, séparateurs magnétiques ou tout autre dispositif permettant l'élimination de corps étrangers) ; - des trémies de vidange et de stockage des poussières. On désigne par « silo plat », un silo dont les capacités de stockage ont une hauteur des parois latérales retenant les produits inférieure ou égale à 10 mètres au-dessus du sol. On désigne par «

<p>silo vertical », un silo dont les capacités de stockage ont une hauteur des parois latérales retenant les produits supérieure à 10 mètres au-dessus du sol. On désigne par « boisseau de chargement » ou « boisseau de reprise » la capacité de stockage située au-dessus d'un poste de chargement dont le volume est inférieur à 150 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b> L'activité sur le site relève des rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– 2160 – silo vertical : 25 027 m<sup>3</sup></li> <li>– 2160 – silo plat : 2 000 m<sup>3</sup></li> <li>– 2175 – dépôt engrais liquide : 800 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Le silo 1 est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– 10 cellules rondes initialement prévues pour le stockage de 600 t de céréale mais qui aujourd'hui sont limitées à 200 t chacune. Des sondages de la structure des cellules ont été réalisées et ont mis en évidence sa vétusté. La capacité du silo est donc réduite de 4 000 t (5 300 m<sup>3</sup> environ).</li> <li>– 4 as de carreau de 150 t ;</li> <li>– 23 cellules carrées (18 fois 100 t + 4 fois 25 t, 1 fois 75 t)</li> </ul> <p>Le silo 2 est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– 5 cellules rondes de 2 000 t.</li> </ul> <p>L'ancien hangar à engrais est utilisé pour le stockage de céréale, pour une capacité de 2 000 m<sup>3</sup> environ. Un état des stocks a été présenté. Il faisait état de 8 473 tonnes de produits bruts stockés (8 406 t une fois nettoyé). Les produits stockés étaient essentiellement de l'orge, de l'escourgeon, du blé et des pois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Maintenance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations foudre et électrique</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>
<p><b>Constats :</b>  La dernière vérification des installations électriques au titre des ICPE a été réalisée par un prestataire extérieur le 30/08/2022. Le rapport n'a pas pu être consulté sur le site, il est parvenu le 12/07/2023 à l'Inspection des installations classées. Il ne fait état d'aucune non-conformité.</p> <p>La dernière vérification du dispositif de protection contre la foudre a été réalisée le 29 mars 2023 par un prestataire extérieur. Le rapport n'était pas disponible sur le site, il est parvenu le 12 juillet 2023 à l'Inspection des installations classées. Il ne fait état d'aucune non-conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : Thermométrie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification de l'efficacité de la thermométrie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
<b>Constats :</b> La surveillance de la thermométrie est réalisée grâce aux sondes de température disposées dans les cellules de stockage. Chaque cellule ronde du silo 1 dispose de 1 sonde équipée de 5 capteurs. Chaque cellule carrée du silo 1 dispose de 1 sonde équipées de 7 ou 8 capteurs selon la hauteur. Chaque cellule ronde du silo 2 dispose de 3 sondes équipées de 8 capteurs. Les températures relevées sont consultables depuis une centrale de supervision de la thermométrie. Compte tenu des températures extérieures très élevées, le chef de silo a fixé un seuil d'alerte à 47,7 °C afin de limiter un déclenchement intempestif de l'alarme en cette période de forte chaleur. La supervision permet de suivre l'évolution des températures sur écran, une alerte visuelle permet de constater que le seuil est dépassé. Le relevé de température édité le jour de la visite a permis de constater que le capteur n°1 de la sonde n°3 de la cellule G1 du silo 2 était défectueux de même que le capteur n°1 de la sonde 1 de la cellule C38 du silo 1. La cellule C38 étant vide. Ces deux capteurs sont situés à l'extrémité basse des sondes, l'exploitant considère que les sondes remplissent encore leur rôle, elles feront l'objet d'une réparation lors d'une prochaine opération de maintenance. L'intervention n'est pas jugée urgente par l'exploitant. Compte-tenu de ces éléments, l'inspection considère que la prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification du bon état et de la disponibilité des moyens incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
<b>Constats :</b> Des extincteurs sont répartis sur le site, ils sont adaptés à la nature du risque. Ils ont été contrôlés le 29 mars 2023 par un prestataire extérieur. Le rapport du contrôle des extincteurs n'a pas pu être consulté le jour de la visite. Il est parvenu le 12/07/2023 à l'Inspection des installations classées. La localisation, le type d'extincteur et la nature de l'intervention sur chacun d'entre eux sont mentionnés dans le rapport. Il y a une colonne sèche dans chacune des deux tours de travail. Elles ont été contrôlées par un prestataire extérieur le 04 novembre 2023. Le rapport de visite n'a pas pu être consulté le jour de la

visite. Il est parvenu le 12/07/2023 à l'Inspection des installations classées. Elles sont en bon état de fonctionnement. Le plan de localisation des risques et des moyens incendie a été présenté. Il fait état d'un « poteau incendie au bout de la rue » (à l'angle du chalet et de la RD980) et d'une « bouche incendie » dans la rue des chalets. La bouche incendie telle que représentée sur le plan n'existe pas. Par contre l'entreprise mitoyenne, dispose d'une réserve incendie, elle a donné son accord pour que cette réserve puisse être utilisée en cas de sinistre sur le silo. La réserve n'apparaît pas sur le plan, une mise à jour du plan devra être faite.
<b>Observations :</b> L'exploitant fera la mise à jour du plan de masse avec identification des moyens de lutte contre l'incendie. Il fera parvenir aux Installations classées une copie du plan modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Le tableau de suivi des formations du chef de silo a été présenté sur écran. Le chef de silo a suivi les formations suivantes : – Habilitation électrique – recyclage personnel électricien : le 22/11/2022 – Permis feu plan de prévention : le 19/10/2022 – Utilisation extincteur + RIA en module écologique de prévention : le 23/09/2022 – Connaissance des installations, réglage et maintenance 1er niveau : le 03 et 10/2/2022 – Risques industriels – sécurisation des installations : le 06/01/2022 Pour les sensibiliser aux risques rencontrés dans les silos, avant de prendre leur poste, les intérimaires ont dû suivre une formation. Ceux qui étaient disponibles ont pu la suivre en présentielle, les autres ont pu la suivre via un module de formation en ligne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet